



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 1er février 2024
C(2024) 772 final

Mme Tanja Fajon
Ministre des affaires étrangères et
européennes
Prešernova cesta 25
1000 Ljubljana
Slovénie

Objet: **Notification 2023/634/SI**

**Loi générale sur les exigences et restrictions supplémentaires en
matière de sécurité**

**Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la
directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, les autorités slovènes ont notifié à la Commission, le 9 novembre 2023, le projet de «*Loi générale sur les exigences et restrictions supplémentaires en matière de sécurité*» (ci-après le projet notifié).

Selon le message de notification, le projet notifié définit les lignes directrices à suivre par les opérateurs de réseaux de communications mobiles qui fournissent ces réseaux à des entités essentielles, soit des gestionnaires d'infrastructures critiques et des éléments critiques du réseau, et des systèmes d'information associés avec leurs fonctionnalités visées à l'article 116, paragraphe 6, de la loi sur les communications électroniques, énumérées en annexe, qui fait partie intégrante de la présente loi générale et a été élaborée en coopération avec l'autorité chargée de la sécurité de l'information.

L'examen des dispositions pertinentes du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes.

¹ La directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (texte codifié), JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

La Commission tient à rappeler aux autorités slovènes qu'il est fondamental de continuer à appliquer pleinement la boîte à outils de l'UE sur la cybersécurité de la 5G. En effet, cette approche coordonnée de l'UE, approuvée par la Commission et par le Conseil européen, permet d'éviter une fragmentation des réponses et des interprétations divergentes de l'évaluation des risques entre les États membres. Il est très important que les États membres veillent à la mise en œuvre rapide de mesures efficaces et appropriées d'atténuation des risques, conformément à la Boîte à outils de l'UE.

Pour les raisons exposées ci-dessus, la Commission invite les autorités slovènes à tenir compte des observations précitées.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, celui-ci doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

--

Pour la Commission

Roberto Viola
Directeur général

Direction générale des réseaux de
communication, du contenu et des
technologies